UNION EUROPÉENNE La France prend, à partir du 1^{er} juillet, la présidence de l'Union européenne. Son agenda est dominé par la conférence intergouvernementale sur la

réforme des institutions et la charte des droits fondamentaux. Après un premier sommet à Biarritz en octobre, les négociations se concluront à Nice en décembre. ● L'ÉLARGISSE-

MENT à l'Est oblige l'Europe à modifier radicalement son fonctionnement. Plusieurs candidats ont exprimé leur inquiétude de devenir « otages » des désaccords entre les

Quinze. ● L'ENJEU politique de cette présidence crée des tensions entre les deux acteurs de la cohabitation française. Le ministre des affaires européennes, Pierre Moscovici,

ci, affirme que le récent discours de M. Chirac à Berlin sur les perspectives de l'Europe « n'est pas celui des autorités françaises ». (Lire aussi notre éditorial en page 15.)

Paris veut une réforme fondamentale ou une Europe à deux vitesses

C'est le « marché » que propose la France à ses partenaires, en prenant, samedi 1^{er} juillet, la présidence de l'Union pour six mois. L'objectif est de modifier profondément le fonctionnement des institutions en faveur des « grands » pays et de restreindre le droit de veto, avant l'élargissement à l'Est

À PARTIR du 1^{er} juillet et pour six mois, la France assume une nouvelle fois la présidence de l'Union européenne. Celle-ci entre dans une nouvelle phase importante de son histoire. Les élargissements à venir aux pays de l'Est, dont les premiers sont attendus au milieu de la décennie, forcent à des choix difficiles. Les Européens doivent une fois encore décider ce qu'ils veulent faire, en particulier s'ils doivent dépasser le stade d'une association d'États vouée au commerce pour devenir une « Europe puissance », appelée de leurs vœux par la France et l'Allemagne, maîtresse de son destin politique.

Des avancées ont été faites et sont encore attendues – sur le plan monétaire, de la défense, de la sécurité intérieure – mais il est temps aussi de se pencher sur la mécanique communautaire, qui n'a guère évolué depuis le traité fondateur de Rome. Le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, puis le président Jacques Chirac, le 26 juin à Berlin, ont lancé le débat sur la configuration future de l'Union, envisageant de la doter d'une Constitution et, progressive-

ment, de nouvelles institutions. Mais avant d'en arriver là, il est de la responsabilité de la présidence française de faire franchir aux Quinze une première étape. Reprenant les négociations qui n'avaient pu aboutir lors de la conclusion du traité d'Amsterdam, en 1997, les Européens devront trancher, au sommet européen de Nice, en décembre, un certain nombre de questions importantes, notamment celle de la généralisation du vote à la majorité qualifiée dans les décisions du conseil.

FORTE DÉTERMINATION

La France, un moment résignée à la perspective d'une présidence aux ambitions limitées, donne désormais l'impression d'une plus forte détermination. Tant le président de la République que le premier ministre affirment que Paris n'acceptera pas un « accord au rabais » à Nice. Cela suppose que la conférence intergouvernementale (CIG), chargée de réformer les institutions, n'accouche pas d'une souris. Et que les États-membres, « petits » et « grands », acceptent de faire les concessions nécessaires pour faci-

ter effectivement la prise de décision dans une Europe élargie.

La France propose à ses partenaires les plus hésitants, à l'égard d'avancées politiques significatives, une sorte de marché : soit le sommet de Nice se conclut par des réformes améliorant sérieusement le fonctionnement des institutions, soit, dans le cas contraire, quelques pays – à commencer par elle-même et l'Allemagne – créeraient cette « avant-garde », ce « groupe pion-

nier » évoqué par le président Chirac à Berlin, et que certains de leurs partenaires redoutent. C'est donc en quelque sorte une dernière chance qui s'offre aux Quinze s'ils veulent éviter la généralisation d'une Europe « à deux vitesses ».

La méthode française passe par l'envoi de signaux très clairs aux partisans de solutions proches du statu-quo, tels les Britanniques, les Suédois et les Danois. Paris est conscient qu'une telle méthode ne

peut produire ses effets dès les premiers mois de sa présidence, et qu'il faudra accoutumer les partenaires de la France à une approche plus radicale de la négociation. D'ores et déjà, rendez-vous est pris pour rythmer les mois à venir : lors du Conseil européen de Biarritz, en octobre, la France, mettant fin à la période d'observation mutuelle, dramatisera les enjeux, expliquant que les Quinze n'ont pas le droit d'échouer.

Le climat général n'est cependant pas négatif. La relance politique du débat européen provoquée par le discours de M. Fischer a suscité un écho favorable – bien au-delà de ce qui était attendu – dans de nombreux pays de l'Union. Et la France peut compter sur le ferme appui de l'Allemagne pour arriver à ses fins. Les retrouvailles franco-allemandes ont été confirmées de manière solennelle à l'occasion de la visite d'État de Jacques Chirac à Berlin.

L'enjeu de la conférence intergouvernementale et du débat qui lui est lié sur la Charte des droits fondamentaux fait passer au second plan les autres grands thèmes

Londres : interprétations divergentes des propos de Chirac

Le premier ministre britannique, Tony Blair, a déclaré jeudi 29 juin au soir, après un entretien à Berlin avec le chancelier Schröder, que le risque d'une « Europe à deux vitesses » ne l'inquiétait « pas du tout ». Selon lui, dans sa déclaration au Bundestag, mardi, Jacques Chirac n'a « pas parlé d'une Europe dotée d'un noyau dur, mais d'un développement de la coopération. Il n'y a aucune raison que cela nous inquiète ». Avant son départ, son porte-parole avait tenu des propos fort différents. Evoquant la notion de « groupe d'États pionniers » avancée par M. Chirac, il avait déclaré : « s'il s'agit d'une Europe divisée en deux championnats, nous ne serions évidemment pas d'accord », ajoutant que M. Blair ferait part de ses inquiétudes à M. Schröder.

A Berlin, Tony Blair s'est aussi déclaré « en principe » d'accord pour que le Royaume-Uni adhère à l'euro, si « les conditions économiques s'y prêtent ». Selon le *Times* de Londres du 30 juin, la part des Britanniques opposés à l'euro est passée de 60 % en 1998 à 71 % aujourd'hui. – (AFP, Reuters.)

de la présidence française : l'Europe citoyenne, la coordination des politiques économiques et sociales, la défense. En plaçant la barre très haut sur les institutions, la France a pris, il est vrai, le risque d'une crise communautaire. Il n'est pas assuré que certains États-membres, en particulier les Britanniques, qui vont avoir des élections prochainement, ou les Danois, qui ont un difficile référendum à l'automne sur l'euro, se prêtent au marché proposé. En d'autres termes, que pour éviter le bond en avant politique qu'ils refusent, ils acceptent de faire des concessions institutionnelles plus substantielles que celles auxquelles ils sont préparés. Paris espère cependant que Tony Blair tient trop à son image d'européen et à la capacité nouvelle de la Grande-Bretagne d'exercer une influence sur la construction communautaire pour prendre la responsabilité d'un échec de la CIG – et, par voie de conséquence, de la stratégie d'élargissement.

Henri de Bresson
Philippe Lemaître
et Laurent Zecchini

La présidence française devra venir à bout de la réforme des institutions pour éviter les blocages sur les autres dossiers

À TERME, l'Union est appelée à quasiment doubler le nombre de ses membres. La réforme de ses institutions, centrée sur le fonctionnement de la conférence intergouvernementale (CIG) et bloquée depuis le sommet d'Amsterdam en juin 1997, apparaît donc comme une nécessité impérieuse. Elle concerne les trois questions non résolues à Amsterdam, dites « reliquats » (composition de la future Commission, répartition des voix au conseil des ministres, votes à la majorité qualifiée), auxquels s'est ajouté depuis l'assouplissement de la procédure des « coopérations renforcées » entre pays se constituant en « avant-garde » pour accélérer l'intégration dans tel ou tel domaine.

Sur ces quatre sujets, un double clivage apparaît. D'abord, une opposition entre « grands » et « petits » pays de l'Union. Les « grands » constatent que les candidats à l'adhésion à l'UE sont principalement des petits pays. Sans une révision radicale des règles actuelles de fonctionnement, ils redoutent que des coalitions majoritaires en nombre de pays mais démographiquement minoritaires imposent leurs vues. Les « petits », eux, veulent des garanties pour ne pas subir la domination des premiers. Second clivage : certains plaident pour des solutions facilitant les prises communes de décision, d'autres, invoquant des situations « spécifiques », sont partisans du statu quo. Cette négociation se révèle très difficile, un débat sur tous ces sujets en même temps devrait permettre, par des « marchandages », de dégager des compromis.

Bien que centrée sur la CIG, la

présidence française aura plusieurs autres grands dossiers à son ordre du jour : la coordination renforcée des politiques économiques, le marché intérieur (travail, emploi), l'élargissement, la défense et les dossiers concernant l'Europe au quotidien. Le Conseil européen de Biamitz du 13 octobre – si les travaux de la CIG lui en donne le temps – devrait ainsi consacrer une bonne partie de ses travaux aux réformes économiques et sociales. Lionel Jospin ne manque pas une occasion de souligner qu'il attache une importance particulière à voir progresser la dimension communautaire de ces dossiers.

LA TAILLE DE LA COMMISSION

Elle comporte aujourd'hui vingt membres. Les « grands » pays (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Espagne) peuvent désigner chacun deux commissaires, les « petits » un seul. Avec une Union susceptible de compter un jour 27, voire 30 membres, on imagine les risques de blocage menaçant un collège comportant un nombre égal de commissaires. Pour y remédier, plusieurs approches sont possibles : 1) Un collège plafonné à vingt commissaires. Tous les pays ne pourraient y être représentés ensemble, il faudrait donc instaurer un système de rotation.

2) Chaque Etat désigne un seul commissaire, quelle que soit sa taille. Pour que ce dispositif fonctionne, il faudrait créer une hiérarchie au sein du collège, en distinguant des vice-présidents et des commissaires principaux.

Les petits pays, pour qui cette question est prioritaire, sont hostiles aux deux solutions, et bloquent, à ce stade, tout change-

ment du statu quo. Mais on imagine mal tel ou tel « grand » pays accepter de ne plus avoir voix au chapitre des délibérations de la Commission pendant une ou plusieurs années.

LA PONÉRATION DES VOIX AU CONSEIL

Le principal défaut du système actuel de vote au conseil des ministres est de tenir très peu compte de l'élément démographique et de favoriser considérablement les petits pays. L'idée centrale de la réforme est de composer ce déséquilibre, qui ne pourrait se aggraver avec l'arrivée de nombreux pays peu peuplés. Sur ce point là, il existe un large consensus sur la nécessité d'une réforme. Plusieurs solutions sont possibles :

1) Le système de double majorité. La Commission privilégie un tel mécanisme, consistant à prévoir qu'un vote ne pourrait être acquis que s'il réunit la majorité des Etats membres et la majorité de la population totale de l'Union. Cette formule n'est plus soutenue que par la Belgique et le Luxembourg.

2) Ajouter un « filet de sécurité démographique » au système actuel de pondération des voix. Le Royaume-Uni, l'Espagne et appa-

remment l'Allemagne sont intéressés par cette formule, jugée par les Français comme très conservatrice par rapport au système actuel.

3) Ne jouer que sur la pondération des voix en faveur des grands pays. Cette option a notamment la faveur de la France, de l'Italie et des Pays-Bas. Reste à déterminer l'ampleur de cette pondération : dans une Europe à vingt-sept – référence de tout raisonnement – l'Italie, qui a mis une proposition sur la table, suggère d'accorder 10 % des voix à chacun des cinq « grands » pays, alors que la présidence portugaise préconisait de ne leur accorder que 8 % des voix, une pondération beaucoup plus modeste.

L'EXTENSION DE LA MAJORITÉ QUALIFIÉE

Dans un élargissement de l'UE à vingt-sept membres, prévoir que la majorité qualifiée serait la règle et l'unanimité l'exception apparaît comme un « outil » essentiel au bon fonctionnement des institutions face au risque de dilution. Sur ce constat, il existe un assez large consensus en faveur de la réforme. En revanche, les divergences sont nombreuses quant aux sujets sur lesquels le droit de veto serait aban-

donné. Les principales difficultés portent sur les questions à dominante économique : protection sociale, fiscalité, environnement (gestion de l'eau, choix énergétiques), fonds structurels, politique commerciale appliquée aux services, propriété intellectuelle et culture (l'une des pierres d'achoppement ayant provoqué l'échec d'Amsterdam). Sur ces dossiers délicats, selon les « pointages » des négociateurs bruxellois, un passage au vote à la majorité qualifiée pourrait toucher une quarantaine de chapitres.

LES « COOPÉRATIONS RENFORCÉES »

Depuis le traité d'Amsterdam, certaines formes de coopération entre Etats membres, à l'intérieur du cadre institutionnel, sont possibles pour aller au-delà du niveau d'intégration atteint collectivement par l'UE. Mais ce mécanisme est soumis à des restrictions telles qu'il n'a jamais été formellement utilisé, bien que l'Union économique et monétaire, la convention Schengen (maintenant intégrée dans le traité) sur la suppression des contrôles aux frontières et, même, la politique de défense s'apparentent à des coopérations renforcées. Dans une Union

à vingt-sept où les décisions sont plus difficiles à prendre, un assouplissement des coopérations renforcées est donc une assurance contre le blocage.

Mais les moins europhiles (Grande-Bretagne, Pays Scandinaves) craignent d'être laissés à l'écart par un « avant-garde » de pays plus déterminés à poursuivre l'intégration, à plus forte raison si un « groupe pionnier » de pays, doté d'un « secrétariat », évoqué mardi 27 juin par Jacques Chirac à Berlin, devait voir le jour. Les pays du Sud, qui ont beaucoup bénéficié des fonds structurels, redoutent que ces coopérations renforcées contribuent à un engrenage fatal pour eux. Mais même les plus réticents sont conscients que, faute d'un assouplissement des dispositions d'Amsterdam, les pays qui souhaitent pouvoir aller de l'avant agiront, comme ils en brandissent déjà la menace, hors traité. Or les Quinze sont à peu près tous d'accord pour estimer que les coopérations renforcées sont un outil pour approfondir l'Union, et non pour « détricoter » l'acquis communautaire.

Ph. L. et L. Z.

Elargissement et Europe citoyenne

■ **ÉLARGISSEMENT.** Les objectifs de la présidence française sont limités. Depuis le début de l'année, les négociations d'adhésion, qui avaient été initialement ouvertes, en mars 1998, avec six pays (Pologne, Hongrie, République tchèque, Estonie, Slovaquie et Chypre), sont désormais engagées avec tous les candidats. Mais les chapitres délicats des négociations, tels l'agriculture, les fonds structurels et les questions budgétaires, n'ont pas vraiment été abordés de façon approfondie, faute de véritable position commune des Quinze. Il est probable que cette situation persistera pendant l'année, et que les véritables négociations ne se noueront (d'abord entre les Quinze, ensuite avec les pays candidats) que courant 2001, après l'achèvement des travaux de la CIG. Paris a comme principal objectif de parvenir, avant le sommet de Nice en décembre, à une « vision d'ensemble » faisant ressortir les points à négocier avec chacun des candidats et la manière de s'y prendre.

■ **EUROPE CITOYENNE.** Lors de son discours de Chambéry, le 4 mai, Jacques Chirac s'est fait l'avocat d'une Europe qui soit proche des préoccupations quotidiennes des gens. Dans cet esprit, la France veillera à ce que des dossiers comme la création d'une agence alimentaire, la sécurité maritime, la lutte contre le dopage et, dans le vaste domaine de la coopération judiciaire et policière, l'harmonisation des politiques d'asile et d'immigration, soient traités avec détermination.

Coordination des politiques économiques

■ **LE RENFORCEMENT DE L'EURO-11** (qui regroupe les ministres de l'économie et des finances des pays ayant adhéré à la devise européenne) et la coordination des politiques économiques constituent une priorité affichée de la présidence française, en raison notamment de la faiblesse de la monnaie unique. Celle-ci a été fréquemment imputée à l'insuffisante crédibilité de l'action collective des Onze. Le renforcement de l'Euro-11 est un exercice délicat, dans la mesure où il sera ressenti comme marginalisant davantage les pays membres de l'Union qui n'en font pas partie, à commencer par le Royaume-Uni.

Pour cette raison, et parce que ces réticences trouvent parfois un écho au sein même de l'Euro-11, Laurent Fabius ne proposera probablement pas un plan en bonne et due forme, mais procédera par touches successives afin d'améliorer la « visibilité » et la représentativité de cette structure informelle. Contrairement à ce qui s'est passé lors du lancement de la monnaie unique, l'Allemagne, qui s'était montrée réticente au projet français, se méfiant des appels à un « gouvernement économique européen », soutient maintenant une telle entreprise, pourvu que celle-ci n'apparaisse pas comme une provocation à l'égard des pays réticents. La France a d'autant plus de chances de faire prévaloir ses vues qu'elle se ralliera à la volonté générale d'utiliser les fruits de la croissance pour améliorer l'assainissement des finances publiques.

Marché intérieur et défense

■ **MARCHÉ INTÉRIEUR.** Il s'agit de poursuivre et d'amplifier le processus enclenché en juin 1997 à Amsterdam, et dont les principales étapes ont été les conseils européens de Luxembourg (novembre 1997), de Cardiff (juin 1998) et de Lisbonne (mars 2000).

Ce processus comporte différents volets : politique de l'emploi, lutte contre l'exclusion, formation (nouvelles technologies), assouplissement des règles du marché du travail. Compte tenu de la méthode employée (concertation, comparaison des expériences, recommandations collectives), il est difficile à ce stade de bien mesurer si ce processus, autrement dit l'action sociale et les réformes structurelles conduites à l'échelon européen, ont contribué à l'embellie en matière de croissance et d'emploi.

■ **DÉFENSE.** Maintenant que les organes politico-militaires intérimaires de la défense européenne sont constitués, la tâche de la présidence française, très favorable à ce projet, va être de mener à bien en novembre la « conférence de génération de forces ».

A cette occasion, chaque pays devra annoncer avec quels moyens humains et matériels il entend contribuer à la mise sur pied d'une force de réaction rapide européenne de cinquante mille à soixante mille hommes. Paris devra aussi gérer le dossier délicat des futures relations entre la défense européenne et l'OTAN.

Le Monde
1/7/2000 p. 2

Le Monde

1/4

p 3

Les pays de l'Est craignent d'être les « otages » des désaccords entre les Quinze

VARSOVIE

correspondance

On leur a dit et répété – les Français plus que les autres – que la réforme des institutions européennes était la condition *sine qua non* de l'élargissement, mais les Polonais ne se laissent pas complètement convaincre. « L'élargissement ne peut pas être l'otage de la réforme des institutions », explique Jacek Saryusz Wolski, chef du comité de l'intégration européenne. Le discours dans lequel Lionel Jospin, définissant les priorités de la présidence française, mentionnait à peine l'élargissement, avait suscité beaucoup d'inquiétude à Varsovie, d'autant qu'il venait conforter une opinion, très répandue dans la presse polonaise, selon laquelle la France était parmi les pays qui appuient le plus sur le frein.

Certes, Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, venu à Varsovie début juin, a multiplié les déclarations de bonnes intentions, et même, selon sa propre expression, « d'amour » à la Pologne. Certes, Bronislaw Geremek, ministre polonais des affaires étrangères, a fait semblant de se croire « totalement rassuré » par ses déclarations. Mais à Varsovie, comme dans d'autres capitales d'Europe centrale, on attend désormais « du concret ». En particulier que l'élargissement « figure en meilleure place sur l'agenda de la France ». Et que, pour gagner du temps, les procédures de ratification des traités de réforme des institutions et d'élargissement aillent de pair.

Varsovie souhaite aussi une réallocation des sommes prévues dans le budget européen et qui devaient être consacrées, dès 2002, à l'élargissement : ces sommes devraient être versées comme prévu par les États membres, sur un fonds de réserve qui serait utilisé en particulier pour financer le soutien à l'agriculture des nouveaux États membres, immédiatement après leur adhésion. Il s'agit, dit Saryusz Wolski, de chasser « le soupçon que l'Union veut gagner du temps pour économiser de l'argent ». Surtout, Varsovie souhaite que la France ac-

celère le rythme des négociations d'adhésion : « Faute de quoi nous y serons encore en 2005... »

Par contre, même s'ils ne sont pas tout à fait prêts à l'admettre publiquement, les Polonais n'espèrent plus vraiment que la présidence française leur offrira, *in fine*, la « date » dont ils n'osent presque plus parler, mais qui leur tient toujours à cœur. Mais il n'est pas question pour eux de renoncer à l'objectif qu'ils se sont fixé, et auquel ils ont rallié les Hongrois et les Tchèques : une adhésion début 2003.

SAUT DANS L'INCONNU

Plus profondément, les Polonais restent persuadés que l'élargissement reste avant tout une question de volonté politique de la part des Quinze, et que cette volonté politique laisse à désirer. La majorité d'entre eux (55 %) sont convaincus que l'Union ne veut pas d'eux. Les responsables ne partagent pas tout à fait cet avis, ne serait-ce que parce que leurs interlocuteurs occidentaux les persuadent sans cesse du contraire. Mais ils sont conscients des appréhensions que suscite ce saut dans l'inconnu. En particulier de la part de la France : « Il faut dissiper sa crainte que l'élargissement ne renforce le rôle de l'Allemagne en Europe », expliquait ces jours derniers M. Geremek au quotidien *Rzeczpospolita*. Ce qui ne l'empêchait pas d'ajouter que la Pologne devait continuer à considérer aussi bien la France que l'Allemagne comme des « avocats » de son adhésion.

Ce genre de raisonnement laisse apparemment froid Hubert Védrine qui, de passage à Varsovie au début de la semaine, résumait la situation en ces termes : « Les Polonais n'arrivent pas tout à fait à comprendre qu'il faut négocier pour adhérer à l'Union. Ils considèrent qu'ils sont un pays européen, point. En réalité, ils n'ont pas besoin d'avocats, mais de négociateurs. »

La différence de registre est donc très grande. Mais les responsables polonais sont conscients qu'ils doivent accélérer l'adaptation de leur législation. Une supercommis-

sion parlementaire est en passe d'être constituée, et pourrait être présidée par M. Geremek, qui vient d'être remplacé à son poste de ministre des affaires étrangères par Wladyslaw Bartoszewski, une personnalité respectée. La crainte des pays candidats de voir leur adhésion à l'Union retardée s'est manifestée une nouvelle fois, jeudi, lors d'un sommet du Forum économique mondial sur l'Europe de l'Est, tenu à Salzbourg. Repousser l'élargissement pourrait non seulement faire basculer l'opinion publique de ces pays, mais aussi menacer leur croissance économique, ont averti des représentants d'Europe centrale.

A Prague, où Hubert Védrine s'est rendu le 16 juin pour apaiser

les craintes des dirigeants locaux, un diplomate européen a évoqué une « crise aiguë de pessimisme injustifié » dans la région. « Les inquiétudes de Prague sont totalement infondées, estime ce diplomate. Le pays est parmi les deux ou trois mieux préparés, à la différence de la Pologne, qui est à l'origine de cette nervosité. » Pour sa part, l'ancien premier ministre tchèque Vaclav Klaus a lancé l'idée d'un référendum sur l'entrée dans l'Europe « avant la conclusion des négociations ». Cette proposition inhabituelle s'inscrit, selon les sondages, dans une dérive eurosceptique et souverainiste du premier parti politique tchèque.

Jan Krauze

(avec Martin Plichta à Prague)

Refonder l'Europe ?

par *Francisco Seixas da Costa*

L est de plus en plus acquis que l'actuel modèle des conférences intergouvernementales (CIG) pour la révision des traités européens donne des signes d'épuisement. En effet, otages des conjonctures politiques internes, telles que les calendriers électoraux et les éventuelles fragilités des soutiens parlementaires, quelques gouvernements européens s'inclinent devant des agendas de négociation ou des compromis minimaux, craignant l'ouverture de « boîtes de Pandore » qui pourraient mettre en péril les processus de ratification.

Les nouvelles politiques potentiellement susceptibles d'intégration touchent de plus en plus près à des domaines politiques sensibles au niveau des ordres constitutionnels internes (sécurité et défense, justice et affaires intérieures, par exemple). Ce fait implique selon moi que la disponibilité commune nécessaire pour des sauts qualitatifs dans l'approfondissement du projet européen sera de plus en plus faible. Or il faut aussi et surtout tenir compte du fait que ces sauts qualitatifs devront toujours réunir les volontés simultanées de tous les Etats membres.

Lorsqu'il négocie sur le plan européen, chaque gouvernement est démocratiquement limité, non seulement par sa situation interne, mais aussi par la somme des différentes conjonctures qui déterminent les positions des autres pays. L'expérience démontre que le résultat du compromis collectif tend, de manière croissante, vers un plus petit dénominateur commun, face à la menace d'un blocage qui serait provoqué par tel Parlement national ou par un référendum.

Les polémiques relatives au modèle européen ont connu divers rebondissements récents. Elles ont pour origine des propositions qui souvent ne sont pas aussi fédérales qu'on veut le faire croire. Elles révèlent aussi que certains se sentent tentés par des formules de rupture avant-gardiste. Il y a un risque : ces formules pourraient mener à des modèles de séparatisme institutionnel. Le parcours commun que nous avons jusqu'ici accompli se trouverait dès lors remis en cause.

Voilà pourquoi nous devons être capables de surmonter les limitations de l'actuel modèle de révision des traités. Ce modèle est basé sur un accord entre ceux qui sont occasionnellement au pouvoir. Ce que nous devons faire, c'est essayer d'obtenir des formu-

les plus amples. Elles permettraient en quelque sorte d'associer, en amont de la décision finale, les oppositions nationales ou européennes au processus de décision.

Il s'agit d'une réforme qui modifiera de façon décisive le profil des Etats dans le contexte européen ? Voilà qui justifie vraisemblablement une réflexion sur l'éventuelle nécessité de faire preuve d'une plus grande imagination et de nous engager dans un parcours nouveau.

**Nous devons
être capables
de surmonter
les limitations
de l'actuel modèle
de révision
des traités**

La formule de négociation adoptée au sein de la Convention pour la charte des droits fondamentaux pourrait, je le pense aussi, être une voie à exploiter. Associer les gouvernements, les Parlements nationaux et le Parlement européen peut constituer une bonne solution. Le but est de garantir une réforme plus profonde, d'ébaucher un nouveau chemin pour le modèle européen du futur. Il devra être nécessairement différent des typologies fédéralistes traditionnelles, qui datent presque toutes du XIX^e siècle.

S'il était possible d'obtenir une mobilisation institutionnelle européenne pour une réforme de fond, avec la participation de ceux qui, en dernière instance, détiennent le pouvoir de l'approuver, alors peut-être que les chances de son succès augmenteraient. Dire cela, ce n'est pas mettre en cause le droit ultime des gouvernements, des Parlements nationaux et, si nécessaire, de l'électorat dans la prise de décision finale.

Certains diront que ces propos ressemblent à une sorte de « saut constituant », sans précédent dans l'histoire de l'Union européenne. A titre personnel, ma réponse est une question : et pourquoi pas ?

Francisco Seixas da Costa est secrétaire d'Etat portugais aux affaires européennes.

Le Monde

1/2

p.15

ÉDITORIAL

Dissonance sur l'Europe

EN politique étrangère, « la France parle d'une seule voix », comme vient de le rappeler l'Élysée, mais elle ne tient pas toujours le même discours. Ainsi Lionel Jospin n'a-t-il pas caché, jeudi 29 juin, le peu d'enthousiasme que lui inspirent les idées exprimées par Jacques Chirac devant le Bundestag. Le président de la République disait à Berlin que le premier ministre aurait pu tenir les mêmes propos que lui. Rien n'est moins sûr, à en juger par les critiques à peine voilées émanant de plusieurs membres du gouvernement. En affirmant que le discours du chef de l'État n'était pas « le discours des autorités françaises », Pierre Moscovici a confirmé à son tour cette dissonance.

Pourtant, les suggestions avancées par Jacques Chirac n'avaient pas de quoi choquer « l'euro-tiédeur » du premier ministre. Devant le Bundestag, le président de la République ne s'est pas vraiment départi d'un pragmatisme qui paraît être la règle de conduite fondamentale du gouvernement en matière européenne. Sa démarche est progressive. Il veut d'abord mettre en place, entre les États qui veulent aller plus loin dans certains domaines, des « coopérations renforcées », dont devrait ensuite se dégager ce qu'il a appelé un « groupe pionnier ». Quant à la future Constitution européenne, elle devrait naître de la convergence des traités existants mais simplifiés, de la charte des droits fondamentaux en cours de discussion et d'une définition du partage des compétences entre

l'Europe et les États que tout le monde souhaite.

Par rapport à d'autres propositions présentes dans le débat sur l'avenir de l'Union relancé par le discours de Joschka Fischer le 12 mai, les avancées décrites par le président de la République sont, somme toute, modestes : pas question d'un président de l'Europe élu au suffrage universel, ni d'une fédération européenne, même sous la forme d'une fédération des nations chère à Jacques Delors, ni d'un gouvernement européen.

On peut comprendre, au-delà des jeux tactiques de la cohabitation, que le premier ministre soit d'abord soucieux de réussir la présidence française de l'Union qui s'ouvre samedi 1^{er} juillet – c'est-à-dire avant tout de mener à bien l'indispensable réforme des institutions européennes, avant le prochain élargissement vers l'Europe centrale et orientale – et qu'il ne veuille pas compliquer une négociation déjà très délicate par des considérations à plus long terme sur la « finalité » de l'Europe. Mais cet « euro-minimalisme » n'apparaît pas comme la meilleure façon de redynamiser la construction européenne.

Pour sa part, Jacques Chirac a choisi de situer la présidence française dans une perspective plus vaste. Le débat était ouvert. La position de la France était attendue. Le président de la République a eu l'habileté de saisir l'occasion. Lionel Jospin est sans doute convaincu qu'on ne peut pas faire rêver avec l'Europe. Mais en abandonnant ce terrain à Jacques Chirac, il commettrait une erreur stratégique.